

Le développement des républiques soviétiques

Gérard Wild*

Dans le foisonnement d'explications qui sont actuellement avancées sur les mouvements nationaux en URSS, quelle peut être la contribution de l'analyse économique ? La réponse n'est pas aisée car l'étude du développement régional se heurte en premier lieu à l'indigence des statistiques disponibles. Il faut pourtant se résoudre à recourir à quelques indicateurs, tels que la production par habitant, le chiffre d'affaires du commerce de détail par habitant et l'investissement net ; puis suivre leur évolution de 1970 à 1985 et tenter d'y déceler quelles sont les sources de tensions qui ont conduit aux vagues de mécontentement. A l'issue de cette investigation, se dégage effectivement le panorama d'un rythme de croissance inégal entre les républiques et d'une accentuation de cette inégalité, qui frappent surtout les républiques d'Asie centrale, et ce malgré les transferts de ressources dont elles ont été parmi les principales bénéficiaires.

Dans un domaine au moins, l'éveil de la société soviétique dont M.S. Gorbatchev s'était fait un objectif lors de son arrivée au pouvoir, a eu lieu : celui des nationalités. Bien entendu — l'actualité y invitait —, ce sont surtout les dimensions politiques et culturelles de la cohabitation des peuples qui ont consommé la plus grande part de l'attention. On a ainsi redécouvert la bigarrure (carte en annexe p. 22) générale du peuplement soviétique avec ses familles de langues (indo-européennes, altaïques, ouraliennes, caucasiennes), ses groupes (pour la seule famille indo-européenne, rien moins que les groupes slave, roumain, balte, iranien, arménien), ses peuples enfin (pas moins de quinze peuples dans le groupe turc de la famille altaïque). On a redécouvert également que les distinctions linguistiques ne recouvraient pas nécessairement les appartenances religieuses. On a redécouvert surtout que les flux et les reflux des peuples sur l'immense territoire de l'URSS d'aujourd'hui avaient laissé côte à côte, aux marges montagneuses ou maritimes de l'empire, mais aussi au cœur du pays, un mélange de peuples aux identités culturelles variées : dans le Caucase,

* Gérard Wild est chargé de mission au CEPII.

en Asie centrale, le long de la mer Baltique, dans le bassin de la Volga. On s'est souvenu, enfin, que le dernier en date des grands flux migratoires, celui qui a conduit le peuple russe vers les confins du territoire depuis le milieu du XVII^e siècle, s'était parachevé, après 1917, par l'implantation dans le secteur urbain de toutes les zones de peuplement « allogène », en particulier dans les capitales, d'importantes minorités de nationalité russe.

Il ne fait pas de doute qu'une juste évaluation du problème que pose en URSS l'existence de tant de peuples (plus de cent se plaisent à dire les Soviétiques) relève avant tout d'une bonne connaissance de l'histoire et de ses conflits, des cultures et des comportements, de la dialectique de l'homogénéité et de la spécificité par quoi se résume ici — comme dans tout État multinational — la politique des nationalités. La boîte ouverte par M.S. Gorbatchev depuis 1986 avec la « libéralisation » et la réflexion sur l'histoire est aujourd'hui suffisamment transparente pour qu'on puisse comprendre pourquoi tant de « points noirs » sont apparus dans le pays depuis les émeutes d'Alma Ata (Kazakhstan) en décembre 1986. La « purge des passions » autorisée par le secrétaire général a d'ailleurs montré combien, sous l'apparente unité, couvaient d'inimitiés, et quelle en était la profondeur. Elle aura montré aussi le glissement progressif de l'expression des conflits interethniques locaux vers la mise en cause des autorités centrales, puis vers la dénonciation de l'emprise du peuple russe et de sa langue.

Devant tant de passions aujourd'hui manifestes, on est tenté de mettre la réflexion économique au rang d'instrument secondaire d'analyse, malgré la longue habitude prise en Occident de placer au centre de toute explication des conflits entre nations les rapports économiques.

On voudrait pourtant tenter de montrer ici qu'en URSS comme ailleurs les problèmes nationaux ne sauraient être totalement disjoints de leurs fondements économiques, loin s'en faut. Sans doute ne s'obstinera-t-on pas à nier le primat du politique et du culturel dans les phénomènes qui bouleversent l'URSS aujourd'hui. Du moins souhaite-t-on attirer l'attention sur le fait que le surgissement du passionnel a trouvé à se nourrir d'évolutions négatives intervenues dans la sphère matérielle de la vie des sociétés.

En URSS comme ailleurs, c'est faute d'avoir réussi à engendrer une évolution satisfaisante des économies régionales que les dirigeants ont manqué d'arguments rationnels à opposer aux pulsions nationalistes. Pendant longtemps c'est vrai, ils ont pu présenter, et de façon crédible, un bilan convaincant de leur politique d'aménagement du territoire. Il suffisait pour cela qu'ils évoquent les progrès industriels, agricoles, sociaux, réalisés par rapport au passé : les annuaires soviétiques sont remplis de ces statistiques historiques qui montrent, année après année et sur des décennies, les croissances. Il suffisait aussi qu'ils témoignent par les mêmes statistiques des niveaux atteints et des équilibres réalisés par rapport à ceux qui prévalaient ailleurs. En période de forte croissance générale et de progression dans le classement des puissances économiques, la comparaison dans le temps et dans l'espace compense en grande partie les éventuels inconforts nés dans l'ordre politique et culturel. Les « acquis du socialisme » ont pu longtemps être offerts à la réflexion des sociétés

nationales, au demeurant capables d'elles-mêmes de juger de la réalité de leurs progrès relativement à leur passé, ou à leur environnement étranger.

Vient le moment où les ressorts de la croissance interne s'affaiblissent, où les repères extérieurs témoignent d'une vitalité supérieure : la signification des comparaisons alors s'inverse. C'est parce que l'Union soviétique est engagée sur la voie de la croissance zéro que M.S. Gorbatchev déclenche la perestroïka. C'est parce que l'Europe occidentale retrouve un nouveau souffle et se trace des perspectives positives pour la fin du siècle que les sociétés d'Europe centrale et orientale rejettent, en cascade, le système qui les a conduites à la stagnation des niveaux de vie. De la même façon, c'est la stagnation économique, associée à la levée des inhibitions, qui engendre et fait croître l'expression de l'insatisfaction des peuples soviétiques.

L'évolution des niveaux de développement

Les faits

Évaluer le niveau de développement des républiques soviétiques est une recherche tout aussi malaisée que toutes celles qui contraignent à recourir aux statistiques disponibles. Celles-ci sont maigres, bien que chaque république ou presque publie un annuaire comportant les chapitres classiques qu'on retrouve dans l'annuaire fédéral. Mais l'accès à ces annuaires est variable, selon les républiques et selon les années. Et les données de la comptabilité régionale sont succinctes. Bien plus : depuis la glasnost, on sait officiellement que la valeur des statistiques disponibles au niveau fédéral est fortement sujette à caution. Que dire alors des statistiques républicaines : la dénonciation des « mafias » ouzbèkes et turkmènes a permis de savoir que la production de coton dans ces deux républiques de l'Asie centrale avait été au fil du temps considérablement surévaluée. Comment interpréter alors les données relatives au produit matériel net¹ de ces républiques, telles qu'elles figurent dans leurs annuaires statistiques ? On sait que la république de Georgie est un des lieux privilégiés de l'économie parallèle en URSS : quel sens donner aux séries — en valeur ou en volume — sur sa croissance ?

Il est un obstacle plus sérieux encore pour apprécier complètement l'évolution des niveaux de développement des diverses nations de l'URSS : l'absence de toute donnée macro-économique sur les différentes composantes de la RSFSR (la Russie), notamment les républiques autonomes — et il y en a seize —, dont la population n'est souvent pas inférieure à celle des républiques fédérées. Ainsi nous échappent des données concernant une grande partie de la population soviétique. Or nous savons — des missions sur place nous l'ont confirmé — qu'à l'intérieur même de la république fédérative de Russie des phénomènes analogues à ceux qui caractérisent l'ensemble des relations interrpublicaines se manifestent.

1. Produit matériel net ou revenu national produit : somme des valeurs ajoutées nettes des secteurs productifs.

Dernier point enfin : les données utilisables concernent chaque république dans son ensemble, tous milieux confondus, toutes nations confondues. Il va de soi qu'une bonne évaluation des relations inter-nationales mériterait d'être fondée sur des informations plus détaillées. Ainsi qu'on l'a souligné précédemment, les nations éponymes des républiques sont moins présentes en milieu urbain, généralement mieux fourni en biens et en services.

N'importe. Le soviétologue a coutume, sur les points délicats, des approximations et du défrichement. L'étude qui suit participe de ces tentatives, imparfaites, régulièrement proposées pour éclairer l'évolution du pays dans des domaines où l'information est limitée.

Munis donc des statistiques disponibles sur le montant des produits matériels républicains au début en 1970, des données sur les populations, de l'évolution en volume des produits et des populations, on propose une évaluation de la croissance du produit par habitant en volume de 1970 à 1985 et, du même coup, une hiérarchie des républiques pour les deux années de référence.

TABLEAU 1

Évolution des niveaux de développement par habitant dans les républiques soviétiques (1970-1985)

	1970				1985		
	Produit matériel net (millions de roubles)	Population (milliers)	Produit par habitant (roubles)	Moyenne URSS = 100	Croissance par habitant 1970-1985 (en %)	Produit par habitant (roubles)	Moyenne URSS = 100
URSS	285 091	241 720	1 179	100	169,7	2 001	100
RSFSR	170 184	130 079	1 308	110	177,3	2 319	116
Ukraine	54 128	47 126	1 149	97	165,0	1 896	95
Biélorussie	9 551	9 002	1 061	90	228,3	2 422	121
Estonie	2 079	1 356	1 533	130	167,6	2 569	128
Lettonie	3 651	2 364	1 544	131	171,5	2 648	132
Lituanie	4 090	3 128	1 308	111	164,8	2 156	108
Moldavie	3 475	3 569	974	83	164,9	1 606	80
Arménie	2 342	2 492	940	80	209,6	1 970	98
Azerbaïdjan	3 841	5 117	751	64	199,5	1 498	75
Géorgie	4 116	4 686	878	74	215,3	1 890	94
Kazakhstan	12 708	13 009	977	83	131,4	1 284	64
Kirghizie	2 345	2 934	799	68	139,8	1 117	56
Ouzbékïe	8 643	11 799	733	62	141,2	1 035	52
Tadjikie	2 001	2 900	690	59	125,7	867	43
Turkménïe	1 950	2 159	903	77	107,7	973	49

Sources :

- Les données sur la population et la croissance ont été tirées des annuaires de l'URSS.
- Les données relatives au produit matériel net des républiques pour 1970 ont été reprises de l'étude publiée par Le Courrier des pays de l'Est, n° 276, M. A. Crosnier, M. Kahn, « Développement et dépendance économique de l'Asie centrale soviétique », Paris, septembre 1983. Les données qui y sont présentées ont été confirmées par la consultation des annuaires républicains disponibles.

Tout autant que l'inégal niveau de développement qui caractérise les diverses républiques soviétiques, se révèle à la lecture du tableau l'approfondissement de ces inégalités au fil du temps. Le rapport est de 1 à 2,2 entre la république la plus pauvre (la Tadjikie) et la plus riche (la Lettonie) en 1970 ; il est de 1 à 3,1 en 1985 (tableau 1).

Au demeurant, on observera qu'il y a certes appauvrissement relatif des pauvres (les cinq républiques d'Asie centrale), mais sans enrichissement des riches (les deux républiques baltes que sont l'Estonie et la Lettonie) : de quoi justifier là l'insatisfaction et des uns et des autres.

Ce sont d'ailleurs les républiques de l'Asie centrale qui, en termes relatifs, ont le plus perdu dans l'histoire du développement de l'URSS entre 1970 et 1985 : les pertes (en points) s'échelonnent de 10 (l'Ouzbékïe) à 28 (la Turkménïe) en passant par 12 (la Kirghizïe), 16 (la Tadjikïe), 19 (le Kazakhstan). Quatre autres républiques, occidentales celles-là, se joignent à elles dans cette partie du tableau ; mais les pertes relatives sont ici relativement modestes : trois points pour la Lituanie et la Moldavie, deux points pour l'Ukraine et l'Estonie.

Le haut du tableau est occupé, on l'aura également noté, par des républiques diverses du point de vue de leur localisation et de leur identité. On y trouve en effet la Biélorussie (plus 31 points) et la Russie (6 points) ainsi que la Lettonie (1 point), mais aussi la Géorgie (20 points), l'Arménie (18 points) et l'Azerbaïdjan (11 points), les trois républiques du Caucase.

Au total, seule une république a, au long de ces quinze années, changé de groupe et passé la barre de la moyenne : la Biélorussie (du niveau 90 au niveau 121). Elle s'est ainsi ajoutée aux quatre autres républiques « occidentales » (Russie et républiques baltes) qui, déjà en 1970, produisaient par habitant plus que la moyenne de l'ensemble soviétique. Cependant, l'Arménie et la Géorgie se trouvaient en 1985 à peu de distance (respectivement deux points et six points) de la barre médiane.

Par contre, aucune république disposant d'un revenu supérieur à la moyenne en 1970 ne se trouve, en 1985, sous la moyenne soviétique. L'Ukraine, cependant, suscite une attention particulière : proche de la moyenne en 1970, elle a rétrogradé en 1985, entourée de toute part par des républiques ou des régions à forte croissance relative.

Les explications

Il va de soi, que s'agissant de production par habitant, l'indicateur présenté ici est le résultat d'une fraction où le dénominateur — la population — joue un rôle nécessairement important. Aussi doit-on rappeler avant toute chose que le tableau que l'on dresse ici n'est pas stricto sensu celui de l'effort de développement brut.

On sait, en effet, qu'il y a au sein de l'URSS de fortes variations spatiales dans

la croissance démographique, dues principalement au comportements démographiques classiques (natalité, mortalité), et aussi, mais secondairement, aux migrations².

Or, précisément, la plupart des républiques dont le niveau relatif de développement s'est dégradé au cours des années dites de « stagnation » (c'est ainsi qu'on nomme aujourd'hui en URSS la période Brejnev) ont connu des croissances de population particulièrement fortes. C'est vrai bien entendu pour les républiques de l'Asie centrale, où les taux de croissance naturelle sont près de trois fois supérieurs à la moyenne soviétique, et qui sont les républiques où la dégradation a été la plus nette.

Mais ce n'est pas vrai pour d'autres républiques, où la dégradation (moindre) de la production par habitant n'est pas associée à une forte croissance démographique : ainsi l'Ukraine, l'Estonie et la Lituanie.

Il n'y a pas non plus corrélation entre amélioration de la position relative et faible croissance de la population. La Russie, la Biélorussie, la Lettonie, la Géorgie ont des populations qui croissent faiblement et dont le niveau de développement se rehausse (fortement pour la Biélorussie). D'autre part, Azerbaïdjan et Arménie ont à la fois une population et un niveau par habitant fortement dynamiques.

Il faut donc aller plus loin dans le recours aux facteurs explicatifs de l'évolution contrastée des républiques soviétiques et s'intéresser aux choix de développement, aux modalités d'aménagement du territoire, qui ont porté, selon les zones, des fruits variés. Ces choix et ces modalités de développement n'ont pas toujours permis, en particulier, d'utiliser dans les républiques à population dynamique, une réserve de main-d'œuvre qui eût permis à la croissance de faire un bond suffisant.

Une logique domine la politique d'aménagement du territoire soviétique : elle consiste à faire de chaque région un élément constitutif de la puissance d'ensemble du pays par le développement privilégié de produits de « spécialisation ». C'est autour de ces produits que se sont organisés les développements régionaux. Longtemps, dans une Union soviétique soucieuse avant tout de la croissance de ses industries lourdes, ce sont les ressources naturelles du sol et du sous-sol qui ont structuré les économies régionales, autour des matières premières industrielles et agricoles. Sur la base de ces « spécialisations », le développement régional est progressivement devenu plus « complexe », selon une logique de remontée et de descente de filière, avec la création de véritables « pôles de développement » dans la plupart des régions. Aujourd'hui encore, l'identité de nombre de régions se définit en grande partie par sa part dans la production fédérale des grands produits de l'industrie lourde ou de l'agriculture.

Sans doute le souci de satisfaire la demande locale et de créer, au niveau régional, des structures économiques harmonieuses, a-t-il été pris en compte dans la politique d'aménagement du territoire. Les problèmes posés par un réseau de transports

2. L'état actuel des informations ne permet pas d'ailleurs de distinguer, dans l'accroissement global, ce qui relève de l'un ou l'autre facteur.

surchargé par les produits pondéreux ont été de ce point de vue un stimulant. Mais il reste que le moteur principal de la politique centrale a été la spécialisation des régions, que cette politique a été mise en œuvre par des ministères sectoriels fédéraux dont les correspondants dans les républiques étaient essentiellement les exécutants d'une politique dominée par des considérations nationales. Soucieux avant tout d'organiser « leurs » investissements et de réaliser « leurs » objectifs de production, ils ont été peu attentifs aux problèmes de cohérence régionale à court, moyen et long terme que leur action pouvait poser. Sans être nul — des commissions du plan existent à chaque niveau du découpage administratif et, particulièrement, au niveau des républiques —, l'objectif de coordination intersectorielle locale est resté secondaire. Ce fut le cas en particulier tout au long des années soixante-dix. Les pouvoirs locaux, disposant de moyens propres limités et de pouvoirs administratifs réduits sur les entreprises d'obédience centrale situées sur leur territoire, n'ont pu pousser l'adoption de politiques économiques susceptibles de compenser les inévitables incohérences nées de la logique sectorielle³.

Il n'est nul besoin pour autant d'expliquer l'inégal développement des républiques soviétiques par la mise en œuvre d'un plan conscient de dévalorisation de certaines d'entre elles et de valorisation d'autres. Pourtant, on peut évoquer, au titre de facteur de développement régional, l'inégale capacité des dirigeants locaux à négocier l'attention des autorités centrales en matière d'investissements productifs. Le débat des dernières années sur le déversement des rivières sibériennes vers la mer d'Aral (au cœur de l'Asie centrale) a montré le rôle que jouaient les groupes de pression dans les décisions d'aménagement du territoire. Il est loin d'être exclu également que, vues du centre, certaines républiques aient pu faire valoir leur rôle de vitrine vis-à-vis de l'étranger. Mais ceci ne suffirait pas à expliquer l'évolution de toutes les républiques au cours des vingt dernières années.

Plus probablement ont joué en URSS des facteurs économiques objectifs semblables à ceux qui jouent ailleurs dans le monde et dont la prise en compte justifie très largement le tableau qui vient d'être présenté. Pour résumer, on dira que le développement des républiques soviétiques a pour une grande part résulté du jeu de l'offre et de la demande, interne et internationale.

Prenons ainsi le secteur des matières premières. Il y a une demande soviétique, liées aux politiques de développement privilégié des secteurs lourds ainsi qu'à la nécessité de fournir des moyens de paiement aux fournisseurs étrangers. Cette demande a favorisé au fil du temps des régions et des républiques différentes : l'Ukraine, le Kazakhstan et la Sibérie occidentale (le Kouzbass) lorsque les nécessités de l'électrification et de la sidérurgie ont conduit à privilégier le charbon ; la Volga puis la Sibérie lorsque la « chimisation » (développement accéléré de l'industrie chimique) et la modernisation importée ont imposé le développement de la production de pétrole et de gaz naturel. D'autres régions sans doute ont bénéficié, sous forme d'investissements, des priorités accordées à ces produits : mais il va de

3. Ce n'est qu'au cours d'une brève période (de 1957 au début des années soixante) que le pouvoir de gestion des autorités locales put s'exercer. Cette période des « sovnarkhozes » (conseils de l'économie nationale) provoqua au demeurant de telles difficultés, — chaque conseil régional tenant peu compte cette fois-ci de la cohérence nationale de la politique de développement qu'il menait — qu'on revint progressivement au principe sectoriel.

soi que ce sont celles qui offraient le potentiel le plus élevé qui ont profité le plus de l'effort de développement des infrastructures et des industries connexes.

De la même façon, l'attention portée à la satisfaction du consommateur a pu rejaillir sur la prospérité de certaines républiques, telles que le Kazakhstan (campagne de défrichement de terres vierges dans les années cinquante) ou l'Ouzbékïe et la Turkménïe (développement de la production de coton). Mais que vienne une restructuration de la demande nationale (déclin relatif du charbon, développement plus rapide des fibres chimiques et artificielles aux dépens des fibres naturelles, consommation accrue de produits animaux), que vienne l'épuisement des ressources naturelles (pétrole de l'Azerbaïdjan, fertilité décroissante des terres au Kazakhstan), alors le destin des républiques spécialisées peut basculer, pour peu que des activités susceptibles d'être de nouveaux moteurs de la croissance n'y aient pas été implantées.

Or, examinons précisément ces activités-relais que sont les industries manufacturières, et dont la localisation est plus libre. Ici, ce n'est pas la nature qui détermine le choix du planificateur central : c'est la dotation des régions en infrastructures, en capital, en main-d'œuvre, notamment en main-d'œuvre formée. La pente naturelle des ministères sectoriels est de privilégier, dans les projets d'investissements, les régions où l'accès à ces ressources est le plus facile. Dans la mesure où les salaires — et donc les coûts de main-d'œuvre — sont peu différenciés sur le territoire, ce sont en fait les régions déjà développées, ou les plus proches des régions développées qui vont être préférées. Ainsi s'explique le maintien de la Russie et des républiques baltes dans le haut de la hiérarchie des républiques soviétiques. Ainsi, également, s'explique le dynamisme de la Biélorussie, qui en outre offre le grand avantage d'être proche des pays du CAEM. Ainsi s'explique le sort relativement privilégié des républiques du Caucase, dont la main-d'œuvre est abondante et relativement formée. Ainsi, surtout, s'explique le déclin de la lointaine Asie centrale dont la population présente l'inconvénient d'être principalement rurale et moins bien formée, et qui, de surcroît, pour de multiples raisons économiques et culturelles, est réticente à partir vers les villes et l'industrie. Dès lors cette région se trouve, à l'instar de certaines régions sous-développées du monde, enfermée dans un engrenage qui lie la faible croissance, l'inertie des comportements, le sous-emploi.

Tels sont, schématiquement, les éléments d'une explication à l'approfondissement des inégalités de développement et, dans certains cas, à l'égalisation. Mais bien entendu, c'est à un examen plus précis, au cas pour cas, qu'invitent les données rassemblées ici.

Consommation et investissement

Les faits

On peut sans doute arguer que les comportements des peuples soviétiques ne sauraient être mis en relation avec les données concernant les niveaux relatifs de

production. Après tout, ces données sont suffisamment « confidentielles » pour qu'elles ne puissent participer de la prise de conscience nationale à laquelle on assiste : celle-ci, on l'a déjà dit, se nourrit avant tout de l'examen désormais libéré de leur histoire et de leur culture, peut-être aussi du sentiment de participation à l'endormissement général du pays. D'autre part, la politique de développement s'est aussi traduite par des transferts inter-régionaux qui ont visé à atténuer l'effet brut des croissances régionales.

Mais précisément, la « stagnation » brejnevienne n'a pas affecté que les productions. Elle s'est traduite aussi par une stagnation des niveaux de consommation et, de façon plus générale, par celle de la demande finale régionale. A ce niveau-là, on peut supposer que les peuples sont plus sensibles à l'éventuelle dégradation de leur niveau de vie, et les élites locales à celle du niveau d'activité, reflétées en particulier dans l'évolution de l'investissement. En outre, cette stagnation générale a sensiblement limité les marges de manœuvre en matière de transferts.

Il importe donc de compléter le tableau de l'évolution des productions par celui de l'évolution des demandes intérieures régionales : celles-ci témoignent mieux de la façon dont, dans les républiques, on peut ressentir l'état des lieux. Le tableau 2 constitue une tentative d'évaluation de la situation dans les républiques de ce point de vue là. Faute d'informations sur la demande finale intérieure, on a considéré que le chiffre d'affaires du commerce de détail par habitant reflétait la situation dans le domaine de la consommation, tout en sachant qu'il eût convenu de le nuancer par la prise en compte de l'autoconsommation paysanne, de la consommation satisfaite

TABLEAU 2

Évolution des niveaux relatifs des « demandes finales » par habitant dans les républiques (1970-1985)

Moyenne URSS = 100

	Chiffre d'affaires du commerce de détail par habitant		Investissement par habitant		Demande finale par habitant	
	1970	1985	1970	1985	1970	1985
URSS	100	100	100	100	100	100
RSFSR	109	110	110	119	110	113
Ukraine	91	93	83	76	88	87
Biélorussie	90	104	88	94	90	101
Estonie	150	148	126	112	141	135
Lettonie	145	140	111	112	133	130
Lituanie	110	119	108	106	109	114
Moldavie	76	88	78	75	77	84
Arménie	80	81	98	74	87	79
Azerbaïdjan	64	59	69	77	66	66
Géorgie	77	87	70	84	74	86
Kazakhstan	87	84	123	102	100	91
Kirghizie	73	69	72	54	73	63
Ouzbékïe	66	64	77	58	70	62
Tadjikïe	63	56	65	46	63	53
Turkménïe	74	68	108	88	86	75

Sources : annuaires statistiques de l'URSS, Moscou.

par les marchés kolkhoziens, ou par les entreprises, si caractéristiques de la distribution soviétique. De la même façon, on a choisi, faute de données relatives à la formation brute de capital fixe, à la variation des stocks, au solde des échanges, de ne prendre en considération qu'une partie du reste de la demande finale : les investissements nets. La demande finale intérieure des républiques est ainsi abusivement considérée comme la somme du commerce de détail et de l'investissement par habitant.

Malgré toutes les précautions d'interprétation que suggèrent ces observations méthodologiques, le tableau 2 autorise quelques conclusions de caractère général.

Au niveau du total de la demande finale, comme à celui des productions, il y a, entre les républiques, des écarts sensibles, et qui s'accroissent. Ainsi entre l'Estonie (la plus « riche » des républiques de ce point de vue) et la Tadjikie (qui reste la plus « pauvre ») le rapport de demande finale par habitant est de 1 à 2,2 pour 1970 ; de 1 à 2,6 pour 1985. En valeur absolue, les écarts ne sont pas moins « dramatiques » (tableau 3).

TABLEAU 3

**Évolution pour l'URSS et les deux républiques
aux extrêmes du niveau de développement**

En roubles

	URSS			Tadjikie			Lettonie		
	1970	1985	Croissance	1970	1985	Croissance	1970	1985	Croissance
Production	1 179	2 001	+ 822	690	867	+ 177	1 544	2 648	+ 1 104
Consommation	642	1 174	+ 532	402	659	+ 257	934	1 642	+ 708
Investissement	381	650	+ 269	246	302	+ 56	424	727	+ 303
Demande finale	1 023	1 824	+ 801	648	961	+ 313	1 358	2 369	+ 1 011

Sources : voir annuaires de l'URSS et tableau 1.

Globalement d'ailleurs, ce sont les mêmes républiques qui occupent le haut et le bas du tableau aux deux années prises en compte. Sans doute y a-t-il des glissements ponctuels, mais la configuration générale est proche. En particulier l'Asie centrale voit sa position se dégrader nettement. Dans les républiques les plus riches, il n'y a pas de gain relatif sensible. C'est donc la montée des républiques « intermédiaires » de l'Ouest et du Caucase qui doit être mise en face de la baisse de celles du Sud.

Le cas de la Biélorussie attire l'attention sur un phénomène particulièrement important : celui des transferts de gains de croissance. Ayant gagné, en effet, 31 points en termes de niveau relatif de production, cette république n'a, par contre, augmenté son niveau relatif de consommation « que » de 14 points et son niveau d'investissement de 8 points (demande finale : 11 points). En d'autres termes, elle a « transféré » une partie de son supplément de richesse vers d'autres républiques. Systématisé, ce raisonnement permet de repérer, pour les deux années de référence, et en dynamique, la situation en ce domaine particulièrement sensible (tableau 4).

TABLEAU 4

Écarts entre niveaux relatifs de production et de demande finale

En points

	1970			1985		
	Demande finale/produit	Consommation/produit	Investissement/produit	Demande finale/produit	Consommation/produit	Investissement/produit
RSFSR *	—	- 1	—	- 3	- 6	+ 3
Ukraine	- 9	- 6	- 14	- 8	- 2	- 19
Biélorussie *	—	—	- 2	- 20	- 17	- 27
Estonie *	+ 11	+ 20	- 4	+ 7	+ 20	- 16
Lettonie *	+ 2	+ 14	- 20	- 2	+ 8	- 20
Lituanie *	- 2	- 1	- 3	+ 6	+ 11	- 2
Moldavie	- 6	- 7	- 5	+ 4	+ 8	- 5
Arménie	+ 7	—	+ 18	- 9	- 17	- 24
Azerbaïdjan	+ 2	—	+ 5	- 9	- 16	+ 2
Géorgie	—	+ 3	- 4	- 8	- 7	- 10
Kazakhstan	+ 17	+ 4	+ 40	+ 27	+ 20	+ 38
Kirghizie	+ 5	+ 5	+ 4	+ 7	+ 13	- 2
Ouzbékicie	+ 8	+ 4	+ 15	+ 10	+ 12	+ 6
Tadjikie	+ 4	+ 4	+ 6	+ 10	+ 13	+ 3
Turkménie	+ 9	- 3	+ 31	+ 26	+ 19	+ 39

* Les républiques au-dessus de la moyenne en termes de niveau de production relatif.

Sources : voir tableaux 1 et 2.

Il y a, en URSS, des républiques « sources » et des républiques « puits ». En 1970, on comptait parmi ces dernières toutes les républiques d'Asie centrale ainsi que l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais aussi deux républiques riches : l'Estonie et la Lettonie. Pour l'essentiel, c'était l'Ukraine (et dans une moindre mesure la Moldavie) qui assurait la couverture des transferts. En 1985, le tableau ne s'est pas modifié sur l'essentiel : ce sont les républiques d'Asie centrale qui continuent de bénéficier principalement de l'apport des autres républiques, et ceci dans une mesure plus marquée. Mais à l'Ukraine se sont jointes, à titre de républiques sources, les républiques à forte croissance relative (Biélorussie, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie). La Russie elle-même, à l'intérieur de laquelle s'opèrent des transferts de même nature vers ses propres régions pauvres, est devenue une république « source ». Les républiques baltes pour leur part sont, contrairement à l'image qu'on en a généralement, globalement bénéficiaires. Mise en face des récriminations à l'égard de la fédération qu'on entend venir de ces républiques, une telle observation montre combien l'inconfort des uns ou des autres semble s'appuyer peu sur des considérations rationnelles.

Mais il y a plus, et on touche, avec cette observation, à un problème qui, du point de vue économique, est plus profond : lorsqu'on regarde l'élément de la demande finale qui pâtit ou bénéficie relativement le plus de cet ensemble de transferts, on voit bien que l'Asie centrale a connu une évolution structurelle significative des impasses que pose le développement de la région. En effet, les cinq républiques ont vu s'ajouter, au soutien de l'investissement, un soutien accru à la consommation.

L'absence de données pour les années intermédiaires concernant l'investissement n'autorise certes pas des conclusions définitives, notamment en termes de fonctions de production régionales. Celles présentées ici suggèrent néanmoins l'inefficacité des efforts d'investissement réalisés en début de période, dans la mesure où ils ne réduisent pas, loin de là, les transferts en fin de période. Pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan, par contre, les privilèges relatifs du début de période ont donné, semble-t-il, des fruits.

De façon plus générale d'ailleurs, la nécessité de financer le développement du Sud et de l'Est (on suppose que c'est, en effet, aux régions orientales de la RSFSR, riches en matières premières, que l'on doit l'apparition de cette république dans le rang des « récepteurs » de ressources d'investissement) conduit à réduire relativement le flux de l'investissement dans les républiques occidentales et dans le Caucase, alors même qu'elles sont, pour beaucoup d'entre elles en tout cas, les sources principales de l'efficacité productive.

Ce qui a été dit plus haut, sur la réticence des ministères centraux à réaliser en Asie centrale les investissements manufacturiers, n'est pas au demeurant contradictoire avec les données présentées ici sur le transfert d'investissement. C'est bien en effet dans les industries d'amont et l'agriculture « lourde » que les républiques du Sud semblent avoir le plus bénéficié de l'attention des planificateurs : industries extractives et de première transformation, infrastructures, hydroélectricité... Il y a là une explication du fait que l'Asie centrale est à la fois une région « puits » et une zone de faible dynamisme économique.

Républiques et perestroïka

Il est certes tentant d'exploiter encore ces informations statistiques, malgré leur fragilité et leurs insuffisances, et d'établir un lien entre ce qu'elles disent et ce que sont, ou peuvent être, les réactions des nations soviétiques à l'égard de leurs problèmes de développement et de leurs relations avec les autres nations. Aux fins d'éclairer ce débat, mais sans aller par trop loin dans l'examen des relations entre l'économie et la politique, on dressera une typologie possible des raisons d'insatisfaction, sachant qu'en tout état de cause, la période de crise provoque un mécontentement de l'ensemble de la population soviétique (tableau 5).

Quatre républiques semblent avoir toutes raisons de se satisfaire d'un niveau de production et de demande finale en hausse relative : la Russie, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie. Mais les gains de demande finale sont inférieurs à ce qui aurait pu être espéré au vu des performances productives. L'Azerbaïdjan en particulier a vu son niveau relatif de demande finale stagner et son niveau de consommation, même, baisser.

Deux républiques ont un niveau de production en hausse et un niveau de demande finale en baisse : la Lettonie et l'Arménie. Pour la première, les écarts sont faibles, mais pour la seconde le niveau relatif de demande finale a sensiblement baissé, notamment pour l'investissement.

TABLEAU 5

Évolution des niveaux relatifs de production et de demande finale pour quatre groupes de républiques (1970-1985)

En points

Traits communs	Républiques	Production	Demande finale	Consommation	Investissements
Production en hausse Demande finale en hausse	Biélorussie	+ 31	+ 11	+ 14	+ 6
	Géorgie	+ 20	+ 12	+ 10	+ 14
	Azerbaïdjan	+ 11	—	- 5	+ 8
	RSFSR	+ 6	+ 3	+ 1	+ 9
Production en hausse Demande finale en baisse	Arménie	+ 18	- 8	+ 1	- 24
	Lettonie	+ 1	- 3	- 5	+ 1
Production en baisse Demande finale en hausse	Lituanie	- 3	+ 5	+ 9	- 2
	Moldavie	- 3	+ 7	+ 12	- 3
Production en baisse	Estonie	- 2	- 6	- 2	- 14
	Ukraine	- 2	- 1	+ 2	- 7
	Ouzbékique	- 10	- 8	- 2	- 19
Demande finale en baisse	Kirghizie	- 12	- 10	- 4	- 18
	Tadjikie	- 16	- 10	- 7	- 19
	Kazakhstan	- 19	- 9	- 3	- 21
	Turkménie	- 28	- 11	- 6	- 20

Sources : voir tableaux 1 et 2.

Ces deux groupes de républiques sont ainsi celles qui « marchent » sans pour autant bénéficier à plein de leurs performances de croissance. Et ceci peut être d'autant moins bien perçu pour trois d'entre elles (les républiques du Caucase) que les niveaux atteints les laissent encore sous la moyenne.

Deux autres groupes de nations, celles dont le niveau relatif de production a baissé, peuvent trouver dans ce fait même des raisons d'insatisfaction.

Mais pour quatre d'entre elles, occidentales, cette baisse est limitée : la Lituanie, la Moldavie, l'Estonie, l'Ukraine. Pour les deux premières en outre le niveau relatif de demande finale s'est rehaussé, notamment de consommation. Sur les deux autres l'une — l'Ukraine — a vu son niveau relatif de consommation s'améliorer légèrement, la seconde — l'Estonie — bénéficie du niveau de consommation le plus élevé de l'URSS.

Les cinq dernières par contre — le Kazakhstan, la Kirghizie, l'Ouzbékique, la Tadjikie, la Turkménie — ont vu le niveau relatif de production s'affaiblir très sensiblement, alors même qu'il était à l'origine le plus bas. Retiennent-elles de l'évolution de leur demande finale qu'il a également baissé dans toutes ses composantes (mais relativement peu pour ce qui est de la consommation) ou au contraire qu'il a moins baissé, qu'il n'aurait dû, grâce à des transferts ?

Cessons là. A vouloir fonder la compréhension des phénomènes politiques sur des informations que les hommes qui sont concernés n'ont pas, on court le risque du contresens. En outre, la caractéristique principale des mouvements nationaux en URSS est qu'ils ont avant tout une base passionnelle, et il faut éviter de trouver à tout prix des fondements rationnels aux comportements. Néanmoins, on peut considérer que ces données renvoient à des réalités concrètes vécues par les nations de l'URSS, qui s'ajoutent confusément à toutes les autres raisons qu'elles ont de manifester leur insatisfaction.

On comprendra en tout cas que les évolutions qui viennent d'être décrites sont suffisamment susceptibles de nourrir la revendication pour que, malgré la glasnost, ce problème des niveaux de développement relatifs et de leur évolution ne fassent pas l'objet d'une extrême publicité statistique. A ce jour, rares sont les articles ou les études qui, en URSS, font le point sur cet aspect de la multinationalité. Quant aux annuaires statistiques, ils ne délivrent pas plus d'informations utiles pour l'analyse macro-économique que par le passé. Par contre la littérature qualitative sur le thème de l'autonomie régionale est abondante, comme celle qui concerne les aspects politiques, culturels, juridiques, etc.

A ce jour, on n'a noté qu'une source présentant une estimation de l'évolution des niveaux relatifs de production et de demande finale. Mais elle n'indique pas ses méthodes d'élaboration, elle ne porte que sur la comparaison des années 1980 et 1985, et propose des ratios établis sur la base de prix courants. Au demeurant, elle n'infirme pas les principales observations qui viennent d'être faites (tableau 6).

TABLEAU 6

Revenu national produit et utilisé par habitant

Moyenne URSS = 100; prix courants

	Production		Utilisation	
	1980	1985	1980	1985
URSS	100	100	100	100
RSFSR	113	115	114	115
Ukraine	89	91	87	88
Biélorussie	110	113	95	96
Ouzbékïe	63	58	68	61
Kazakhstan	79	77	93	96
Géorgie	91	99	90	97
Azerbaïdjan	85	83	65	66
Lituanie	98	103	108	109
Moldavie	85	82	82	80
Lettonie	131	127	122	126
Kirghizie	59	58	68	65
Tadjikie	56	50	61	56
Arménie	96	93	82	83
Turkménie	70	66	67	70
Estonie	125	121	130	130

Source : B. Plyshevskij, « Sojuznye respublikï : gotovnost' k khozraschetu » (« Les républiques fédérées : état de préparation à l'autonomie comptable »), Ekonomicheskaja gazeta, n° 34, août 1989.

Elle présente pourtant l'intérêt de poser la question principale que soulève la problématique de l'inégal développement des républiques : sont-elles prêtes au même degré à l'autonomie comptable (le « khozraschet » régional) ?

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : compte tenu des comportements variés en matière de développement économique, compte tenu des transferts qui s'opèrent au travers du territoire, les républiques ne semblent pas toutes au même point devoir tirer profit de la logique profonde de la réforme économique qui veut que les agents, désormais, vivent à la hauteur de ce que permet leur effort productif. Il est clair, en effet, qu'une telle logique pousserait à une réduction considérable des niveaux de vie dans les républiques bénéficiant jusqu'à ce jour des transferts en faveur de la consommation et de l'investissement, même s'il n'est pas question d'aller jusqu'au bout de cette logique. Il est évident que ce principe fondamental possède une force explosive qui viendra, pour certaines républiques, s'ajouter à celles qui existent déjà. Bien entendu, c'est l'Asie centrale qui dans cette hypothèse aurait le plus à souffrir. On observera d'ailleurs que deux des trois républiques baltes, l'Estonie et la Lituanie, vivent aujourd'hui, par rapport au principe de l'ajustement des emplois aux ressources, légèrement au-dessus de leurs moyens. Preuve s'il en était besoin que les événements qui s'y déroulent, y compris au niveau de l'élite politique, n'y sont pas fondés sur la prise en compte des réalités qui viennent d'être évoquées. Preuve, surtout, que l'évaluation qui s'y fait de l'état présent de l'économie se réfère de plus en plus aux espoirs de développement que la souveraineté économique autorisera.

On ne discutera pas ce point ; il mérite à lui seul une longue étude pour chaque catégorie de républiques, voire pour chaque république. La loi sur l'autonomie économique des républiques de Lituanie, Lettonie et Estonie, adoptée le 27 novembre 1989, accorde de tels droits souverains, dans tous les domaines de la vie économique (la législation, la propriété, la gestion des entreprises, la monnaie, le budget, les revenus, les prix, la fiscalité, les relations extérieures) qu'elle apparaît avant tout aujourd'hui comme le résultat d'une volonté politique centrale de calmer les revendications nationales. Entre le statut des républiques d'hier et la quasi-indépendance que contient en germe la loi de novembre, il y a une telle distance qu'on entrevoit mal ce qui résultera de la dialectique des pressions centrifuges et centripètes. En mars 1989, il n'était question encore que d'octroyer aux républiques une part croissante de la gestion industrielle (tableau 7). Aujourd'hui, les morceaux du tissu régional qui relèvent de l'autorité fédérale sont réduits au minimum. Qu'en sera-t-il demain ? Aura-t-on, à la périphérie de la Russie, d'autres « démocraties populaires » formellement souveraines, mais intimement dépendantes des autorités politiques et économiques centrales ? Les républiques soviétiques seront-elles, sous un autre nom, les « sovnarkhozes » d'autrefois, administrant jalousement « leurs » entreprises ? Ira-t-on au contraire vers la constitution de pays indépendants, suivant des voies propres d'organisation économique, sociale et politique, les uns sur le modèle des démocraties occidentales, les autres sur celui des régimes autoritaires du monde en développement rapide, les derniers, enfin, sur la voie des pays du tiers monde confrontés au problème de la paupérisation croissante ? On voit mal, en tout état de cause, que chaque république aille du même pas dans la voie de la réforme, sauf intervention vigoureuse des autorités centrales, pour freiner ici et accélérer là.

TABLEAU 7

Évolution de la part de l'industrie gérée par les autorités républicaines, selon les projets de mars 1989

En %

URSS	de 5	à	36
RSFSR	de 4	à	27
Ukraine	de 5	à	42
Biélorussie	de 7	à	49
Transcaucasie	de 6-10	à	50-71
Baltique	de 7-9	à	57-72
Asie centrale	de 7-10	à	50-73
Moldavie	de 8	à	75

Source : Socialisticheskaja Industrija, 14 mars 1989.

La parole pour un moment encore est aux politiques. Ce n'est qu'après qu'une stabilisation sera intervenue sur ce plan que l'économiste pourra alors dresser un tableau prospectif crédible de l'URSS de demain dans le domaine qui est le sien.

Annexe : Les divisions politiques de l'URSS

	Population (milliers)		Population (milliers)
Républiques socialistes soviétiques (RSS)			
1. République socialiste soviétique fédérative de Russie	147 386	27. RSSA de Touva	289
2. RSS d'Ukraine	51 704	28. RSSA d'Oudmourtie	1 587
3. RSS de Biélorussie	10 200	29. RSSA des Tchtchenes-Ingouches	1 235
4. RSS d'Ouzbekie (Ouzbékistan)	19 906	30. RSSA de Tchouvachie	1 330
5. RSS de Kazakhie (Kazakhstan)	16 538	31. RSSA de Yakoutie	1 034
6. RSS de Georgie	5 449	32. RSSA de Kara-Kalpakie	1 139
7. RSS d'Azerbaïdjan	7 029	33. RSSA d'Akhkazie	535
8. RSS de Lituanie	3 690	34. RSSA d'Adjarie	385
9. RSS de Moldavie	4 341	35. RSSA du Nakhitchevan	278
10. RSS de Lettonie	2 681	Régions autonomes (RA)	
11. RSS de Kirghizie (Kirghizstan)	4 291	36. RA de Gorno-Altai	179
12. RSS de Tadjikie (Tadjikistan)	5 112	37. RA des Adigueï	423
13. RSS d'Arménie	3 283	38. RA de Khakassie	547
14. RSS de Turkménie (Turkmenistan)	3 534	39. RA Karatchaïevo-Tcherkessie	396
15. RSS d'Estonie	1 573	40. RA Juive (Birobidjan)	211
Républiques socialistes soviétiques autonomes (RSSA)			
16. RSSA de Bachkirie	3 895	41. RA d'Ossetie du sud	99
17. RSSA de Bouriatie	1 030	42. RA de Nagorno-Karabakh	177
18. RSSA de Daghestan	1 768	43. RA de Gorno-Badakhchan	149
19. RSSA de Kabardino-Balkarie	732	Districts autonomes (DA)	
20. RSSA de Kalmoukie	329	44. DA du Tajmyr (Dolgane-nenets)	54
21. RSSA de Carelie	795	45. DA Evenk	21
22. RSSA des Komis	1 247	46. DA Nenets	53
23. RSSA des Maris	739	47. DA Bouriate d'Oust-Orda	129
24. RSSA de Mordovie	964	48. DA Korjak	39
25. RSSA d'Ossetie du nord	619	49. DA Tchouktche	155
26. RSSA de Tatarie	3 568	50. DA Komi-permak	162
		51. DA Yamal-nenets	383
		52. DA des Khanti-Mansi	1 047
		53. DA Aga-bouriate	77

